

Violences au KwaZulu-Natal

Marc-Antoine Pérouse de Montclos*

**Afrique
contemporaine**

Numéro spécial
4^e trimestre 1996

Violences au
KwaZulu-Natal

84

Depuis les élections d'avril 1994, qui ont vu l'arrivée au pouvoir de Nelson Mandela, le KwaZulu-Natal est la dernière province d'Afrique du Sud à connaître un niveau de violence politique susceptible de déstabiliser l'ensemble du pays. Elle est le fief de l'IFP (Inkatha Freedom Party – Parti de la liberté Inkatha), dirigé par Mangosuthu Buthelezi, qui tient un discours sécessionniste zoulou malgré son appartenance au gouvernement d'unité nationale et de récents rapprochements avec l'ANC. Elle est au cœur du conflit entre l'ANC et l'IFP dans le Natal, qui aurait fait 15 000 morts depuis le début des années quatre-vingt. L'éventualité d'un dérapage a de quoi inquiéter quand on sait l'importance stratégique de cette province, la plus peuplée du pays avec la deuxième ville d'Afrique du Sud, Durban.

Pourtant, les municipales de juin 1996 ont été à Durban des élections que l'on pourrait qualifier de sans saveur. Ce qui apparaît comme une violence d'ordre politique est en réalité généré par des dynamiques locales sur lesquelles les logiques partisans ont finalement peu prise. Il faut savoir, par exemple, que la majorité des habitants des bidonvilles ou des zones rurales sont analphabètes et que les trois quarts, selon certains sondages, ne savent pas ce que signifient les sigles ANC ou IFP (1)... Les habitants pris entre deux feux essaient d'être neutres en adhérant aux deux organisations à la fois (2). La versatilité des affiliations partisans reflète soit la légèreté des convictions personnelles soit, plus vraisemblablement, la pesanteur des réseaux de clientèles, qui rallient l'ensemble du groupe à la position de leur chef en fonction d'intérêts propres.

* Chargé de recherche à l'ORSTOM.

(1) S. Stavrou et A. Crouch, « Molweni, Violence on the Periphery », *Indicator SA*, vol. 6, n° 3, 1989.

(2) *Race Relations Survey*, 1992, 500 p.

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote : B* 11295 Ex : 1

La dynamique locale des conflits à Inanda

Les bidonvilles d'Inanda, à plus d'une vingtaine de kilomètres au nord de Durban, illustrent parfaitement la force des dynamiques locales dans les violences à caractère politique.

Inanda est un lieu lourd de symboles pour les luttes nationalistes en Afrique du Sud, puisqu'il a tout à la fois donné naissance à l'ANC et à l'IFP ! Historiquement, les habitants originels du lieu sont deux clans zoulous, les Ngcobo et les Qadi, pour qui une réserve est créée dès 1846. Des missionnaires américains arrivent à cette époque. Les uns établissent Adams Mission dans le sud de Durban en 1847. Les autres, tels Daniel Lindley et Mary Edwards, installent une mission et fondent une école à Inanda en 1869. Ils convertissent les Qadi en leur offrant des terres à cultiver. En 1903, le territoire des sociétés missionnaires est transféré au Native Trust, l'ancêtre du South African Development Trust, avant d'être incorporé au KwaZulu. A partir des années 1860, des émigrés indiens achètent aussi des terres et les fermiers africains deviennent leurs locataires. Quelques propriétaires noirs subsistent, comme le prophète Isaiah Shembe ou le D^r John Langalibalele Dube. Célèbre, ce dernier est le fils d'un chef qadi qui fut tué par le roi Mpande et dont la famille s'était réfugiée dans la mission américaine d'Inanda (3). De retour des États-Unis où il a fait ses études, John Dube ouvre en 1901 à Ohlange une école libre qui s'inspire des idées de Booker T. Washington, fondateur de l'école de Tuskegee en Amérique. Surnommé « Mafukuzela » (le Généreux), le révérend Dube adopte les méthodes pédagogiques des Afro-Américains, pour qui l'instruction et l'effort personnel sont la clé du progrès. Il ne cherche pas à s'intégrer aux Blancs et pose ainsi les bases d'une lutte non violente en faveur des Noirs. Il lance l'African Native National Congress dans le Natal en 1912 et devient le premier président de l'ANC, ce qui explique que Mandela soit venu voter à Inanda le 27 avril 1994. Parallèlement, il fonde le journal *Ilanga* en zoulou et une organisation culturelle, *Inkatha Yesizwe* (Protecteur de la Nation), qui promeut la fierté ethnique des Zoulous et est l'ancêtre de l'*Inkatha Freedom Party* !

Vaste territoire de quelque 12 600 ha aux contours mal définis, aux toponymes variables et aux populations mouvantes, Inanda est un des plus gros bidonvilles d'Afrique du Sud, si ce n'est le plus gros. Bordé à l'est par la *township* indienne de Phoenix, à l'ouest par la vallée de la rivière Umgeni, au nord par les montagnes Inanda et au sud par les *townships* noires de KwaMashu et Ntuzuma (« la colline » en zoulou), le terrain accidenté de cette région a freiné l'expansion urbaine formelle (voir carte 1). La population n'en a pas moins augmenté de 137 % entre 1966 et 1979 et de 400 % entre 1977 et 1985. Les estimations vont aujourd'hui de 100 000 à 661 379 habitants, dont près de la moitié dans ce qui était autrefois le *homeland* « autonome » du KwaZulu (4). Les zones de peuplement se concentrent près des routes, c'est-à-dire des facilités de transports vers les lieux de travail. La quasi-totalité de la main-d'œuvre employée dans le secteur formel travaille en effet dans le Grand Durban, surtout à Phoenix, dont la zone industrielle en accapare presque 40 %. Les habitants qui peuvent disposer d'un véhicule rechignent moins à

**Afrique
contemporaine**
Numéro spécial
4^e trimestre 1996

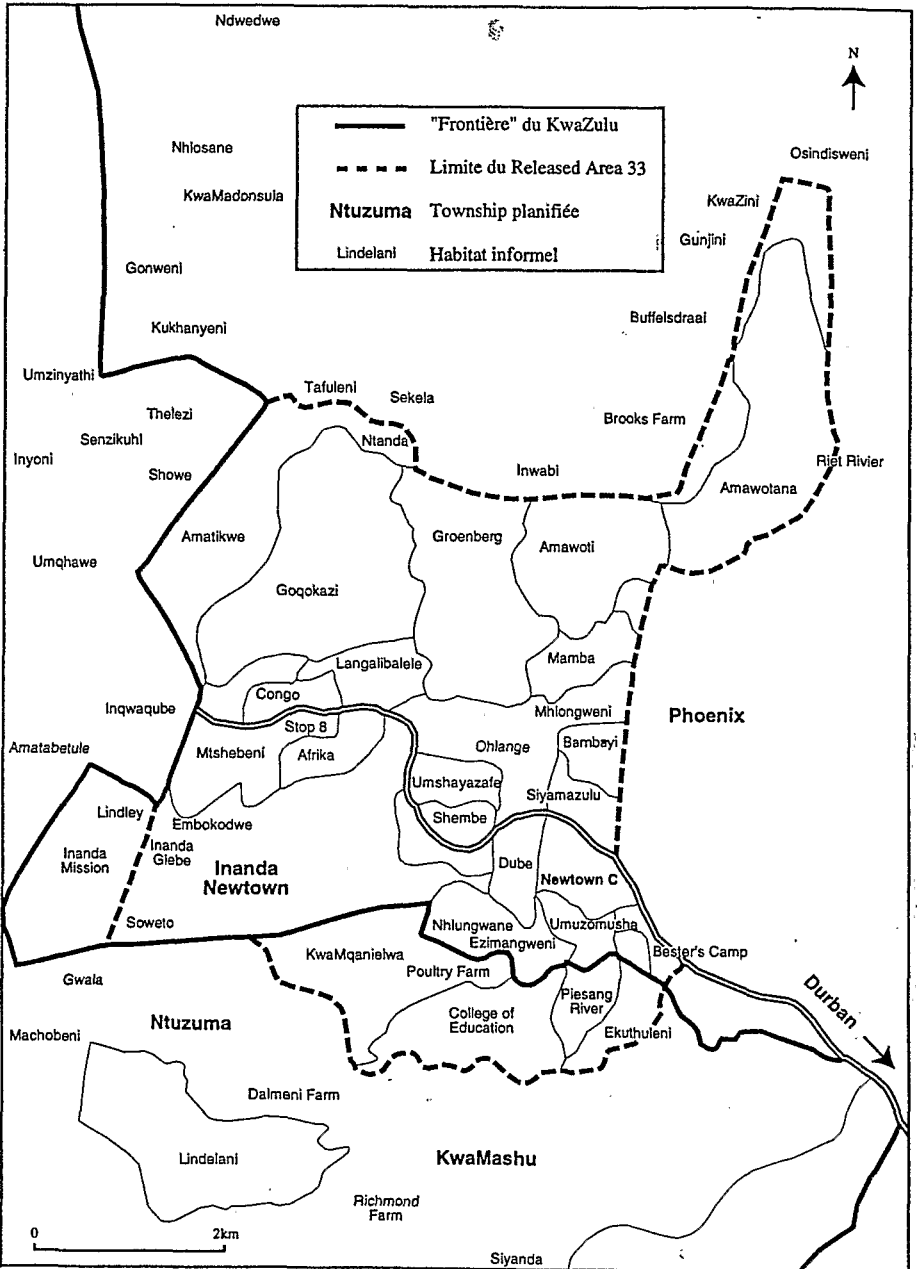
D'un conflit
à l'autre

85

(3) David Bellin Coplan, *In Township Tonight ! Musique et théâtre dans les villes noires d'Afrique du Sud*, Karthala, Paris ; CREDU, Nairobi, 1992, p. 113.

(4) Tongaat-Hulett, *The Durban Functional Region : Planning for the 21st Century. Report 1 : The Current Situation*, Tongaat-Hulett Properties, Durban, 1989. – M. Bierley, *The Durban Functional Region: Informal Settlement National Monitoring Document, Report 1. E*, Centre for Policy Studies, Urban Foundation, Johannesburg, 1990, 25 p.

1. Les zones informelles d'Inanda



Fond de carte : C. Cross, S. Bekker, C. Clark & Richards, 1992, p.7.

Afrique contemporaine
 Numéro spécial
 4^e trimestre 1996

Violences au
 KwaZulu-Natal

aller habiter loin des grands axes. Amatikwe comprend ainsi un plus grand nombre de chauffeurs que les quartiers moins éloignés de Durban (5).

Jusqu'aux élections locales de juin 1996, qui en font un arrondissement de la région métropolitaine de Durban, Inanda n'est pas géré par une municipalité unique. Plusieurs autorités en ont la charge : l'Etat, la province, la ville de Durban et le KwaZulu. Les interlocuteurs en lice à l'époque sont le ministère de l'Aide au développement (avec l'Inanda Development Project), le RKDP (un organisme commun à l'Etat sud-africain et au KwaZulu), la Fondation urbaine (une institution privée) et l'Independent Development Trust (une structure lancée par le président De Klerk pour réhabiliter les *townships*). Le comité de liaison du Grand Inanda auprès du ministère de l'Aide au développement, composé de dix membres et d'un représentant de la Fondation urbaine, est censé représenter les intérêts des propriétaires, des commerçants et des habitants. Mais avec la montée en force des squatters et la perte d'influence des propriétaires, ce comité de liaison n'a pas grande légitimité. Il est concurrencé, sur le terrain, par une nébuleuse de comités pro-ANC, les *civics*, dont le rôle reste flou et qui, pour certains, sont surtout occupés à régler leurs disputes internes. A Nhlungwane, les *civics* ne sont pas en bons termes avec la ligue de la jeunesse locale. A Bambayi, leur comité exécutif connaît un schisme sanglant. Amatikwe ne compte aucune association de ce genre bien que les jeunes aient profité des émeutes de 1985 pour échapper au contrôle tribal des Qadi.

En d'autres termes, Inanda n'est pas tenu par une autorité reconnue. Ce vide n'est pas pour rien dans le caractère insaisissable de ce territoire. La diversité des localités reflète bien l'hétérogénéité du lieu, avec des zones ANC (Bambayi, Dube, des parties de Newtown), d'autres IFP (Umshayazafe, Shembe), des *townships* régulières (Newtown, voire certains endroits d'Ohlange) et des bidonvilles qui vont du bourg rural (Amawoti, Amatikwe) au concentré quasi urbain du fait de sa densité (Bambayi), du quartier « sauvage » (Nhlungwane) à l'embryon de trame aménagée avec le concours de planificateurs (Bester).

De pair avec ce vide, les infrastructures urbaines d'Inanda sont presque inexistantes. La distribution de l'eau, puisée dans la rivière Umgeni, dépendait soit du KwaZulu, pour la *township* de Ntuzuma et les bidonvilles adjacents de Richmond Farm et Lindelani, soit de la province, pour le « Released Area 33 », l'intitulé administratif qui, d'après les termes du *Land Act* de 1936, désignait une terre africaine en zone blanche. Des revendeurs privés ont obtenu certaines parts du marché, notamment à Bester. A Lindelani, le KwaZulu a installé des conduites. A Bambayi, la province a mis en place des fontaines publiques. Ailleurs, il est encore fréquent d'aller s'alimenter dans les rivières ou les ruisseaux.

L'électricité reste rare. En 1986, seulement 200 habitations étaient raccordées au réseau national et 800 pouvaient théoriquement y avoir accès (6). Certaines cases en torchis du camp Bester ont l'électricité parce que le développement de ce bidonville-modèle, qui se signale par la singularité de ses sanitaires individuels, a été pris en charge par l'Independent Development Trust. C'est une exception. Peu nombreuses sont les maisons en dur. Celles en briques sont souvent d'anciennes propriétés indiennes. Les constructions modernes se trouvent surtout à proximité de Ntuzuma, dans la *township* de Newtown.

On peut distinguer quatre principales catégories de propriétaires fonciers : l'Etat avec ce qui était autrefois le ministère de l'Aide au développement, les Indiens, les Noirs et, de fait accompli, les squatters puisque certains ont vendu leurs droits d'occupation aux nouveaux arrivants, une situation qui prévaut

(5) Catherine Cross, Simon Bekker, Clark Craig et R. Richards, *Moving on : Migration Streams Into and Out of Inanda*, Report for the Town and Regional Planning Commission of the Natal Provincial Administration, University of Natal, Durban, 1992, p. 6, 11 et 21.

(6) C. Cross et alii, *op. cit.*, p. 14.

aussi sur les terrains comme Bambayi d'où les Indiens ont été chassés pendant les émeutes de 1985 (7). Le Forum pour le développement d'Inanda recense 793 propriétés officielles qui appartiennent à des Noirs, à des Indiens, à des Eglises ou à l'Etat. Le décompte de H. Hugues est à peu près similaire, avec 406 propriétaires noirs, 326 indiens et 67 blancs ou métis (1989).

La tenure de la terre oppose ainsi les Noirs aux Indiens, les Blancs occupant une place tout à fait marginale. Alors que le *Land Act* de 1913 avait interdit aux Africains de continuer à acheter des terres, le *Land Act* de 1936 déclare Inanda « zone de développement » pour les Noirs. L'*Asiatic Land Tenure and Indian Representation Act* de 1946 rogne considérablement l'emprise foncière des Indiens. Leur production agricole diminue et le morcellement de la terre s'accélère. En 1958, une partie des « déguerpis » de Cato Manor, un quartier noir de Durban détruit par les urbanistes de l'apartheid, s'installent à Inanda plutôt que dans la *township* formelle de KwaMashu. Les rapports qu'ils entretiennent avec les Indiens sont des relations de locataire à propriétaire et de client à commerçant.

En 1979, la sécheresse exacerbe les tensions entre les deux communautés car l'augmentation du prix de l'eau est imputée aux propriétaires. L'emplacement de vingt bornes-fontaines, construites en urgence, est sujet à conflits. En outre, des épidémies de typhoïde, en 1980, puis de choléra, en particulier à Amawoti fin 1981, servent de prétexte à des expulsions et à des travaux d'aménagement lancés par l'Etat avec l'armée, la Fondation urbaine et les ministères de la Santé, de la Coopération et du Développement (8). Un projet de barrage à Ndwedwe menace de déplacer jusqu'à 250 000 personnes (9). En avril 1982, la *township* d'Inanda Newtown est officiellement inaugurée. Il est prévu d'y investir un milliard de rands (10) pour loger un demi-million d'habitants.

Première trame planifiée de Durban, Inanda Newtown n'est d'abord qu'un camp de tentes, Ematendeni, en attendant que les candidats construisent eux-mêmes leur maison. Ceux-ci, déçus, s'attendaient soit à trouver une *township* déjà prête soit à ce qu'on leur fournisse gratuitement de la nourriture et des matériaux de construction (11). Le terrain, tout en collines, n'est pas adapté et les routes deviennent impraticables pendant la saison des pluies. Un comité, mis en place par le député du KwaZulu et propriétaire foncier Rogers Ngcobo, prétend exprimer les doléances des habitants auprès des autorités responsables, dans le district blanc de Verulam, et en vient bientôt aux mains avec un comité élu par la base. La plupart des habitants d'Ematendeni restent néanmoins sur place pour échapper à l'arbitraire des « marchands de sommeil » indiens.

Dans le reste d'Inanda, le ministère de la Santé oblige les propriétaires indiens mais pas les Noirs à installer l'eau courante et à prévoir l'évacuation des eaux usées. L'intention est de forcer les Indiens à vendre leurs terres. Mais ceux-ci préfèrent chasser leurs locataires, ce qui contribue à aggraver les tensions. Le gouvernement les utilise ainsi pour faire le « sale boulot », alors qu'il avait d'abord parlé d'expulser lui-même les squatters. Les émeutes d'août 1985 prennent les Indiens pour cible et font officiellement soixante-sept morts, dont vingt à Inanda (12). La ferme-musée de Gandhi à Bambayi est détruite, les habitants indiens d'Inanda se réfugient à Phoenix.

(7) M. Bierley, *op. cit.*, p. 14.

(8) *Natal Mercury*, 21 et 23 avril 1982.

(9) Surplus People Project, *Forced Removals in South Africa*, vol. 4 (Natal), Le Cap, 1983, p. 298.

(10) Un rand vaut environ 1,10 franc français (décembre 1996).

(11) Surplus..., *op. cit.*, p. 391-406.

(12) Heather Hugues, « Violence in Inanda, August 1985 », *Journal of Southern African Studies*, vol. 13, n° 3, 1987, p. 331-354. — Z. Gwala, « Rebellion in the Last Outpost, the Natal Riots », *Indicator SA*, vol. 3, n° 2, 1985, p. 6-9. — A. Sitas, « Inanda, August 1985. Where Wealth and Power and Blood Reign Worshipped Gods », *South African Labour Bulletin*, vol. 11, n° 4, 1986, p. 85-121.

Le Bombay noir sans Gandhi : sur la voie de l'autodestruction

Sur le flanc est d'Inanda, adjacent à la *township* indienne de Phoenix, se situe le bidonville de Bambayi, le plus meurtrier du Durban des années 1993 et 1994. Sur des terres où a vécu Gandhi, deux factions rivales de l'ANC se combattent, dont l'une n'a fait que quitter l'Inkatha pour y retourner une fois mise en minorité. Bambayi présente un incroyable amalgame. Les facteurs de la violence s'imbriquent les uns dans les autres : rareté des ressources, pénuries d'eau, problèmes fonciers, chômage, grande misère, conflits d'intérêts des « corporations » spécialisées dans la vente de marijuana ou le maquillage des pièces automobiles volées, antagonismes raciaux doublés d'une « lutte des classes » avec les Indiens, affrontements ethniques entre Pondo et Zoulous, désaccords entre générations, entre les différentes vagues d'occupants du lieu, sorcellerie *muti*, rivalités de pouvoirs dans un contexte politique tendu, etc. La bataille oppose deux factions de l'ANC, en l'occurrence les anciens habitants, les *Greens* dont le comité a été élu au niveau régional, et les jeunes, les *Reds* dont le comité a été élu par la communauté. Les Anciens, qui sont passés de l'Inkatha à l'ANC à la fin des années quatre-vingt, ont été mis en minorité. Ces *Greens* ne seraient pas beaucoup plus de trois cents. A la recherche de nouvelles alliances, ils sont retournés vers l'IFP.

Bambayi se trouve à 28 km au nord-ouest de Durban. Etabli sur le territoire d'une ferme (13), le bidonville tire son nom du port de Bombay d'où partaient les émigrés indiens se rendant en Afrique du Sud, dans les années 1860. A l'époque, l'endroit a d'abord été concédé pour servir de potager aux travailleurs des plantations de canne à sucre à l'expiration de leur contrat. Le territoire, relativement plat au sud, s'élève en altitude vers le nord. En son centre, il est dominé par une butte sur laquelle la Fondation du mémorial du Mahatma Gandhi a élevé un musée qui a été détruit pendant les émeutes anti-indiennes de 1985. A cet emplacement se trouvait la ferme qu'exploitait le jeune Gandhi pendant son séjour à Durban. Après le départ forcé des Indiens, la terre a été achetée par l'Etat à travers le South African Development Trust mais le sud de Bambayi appartient encore formellement au Gandhi Trust.

Le bidonville compte près de 10 600 habitants en 1991 contre 7 900 en 1986 (14). Il s'est étendu à l'est, en direction de Phoenix, et au sud-ouest, incorporant Siyamazulu (voir figure 2). On a recensé 150 habitations en février 1989, 257 en mars et près de 500 en mai (15). Sa surface est passée de 60 ha à 150 ha. Mais entre 1986 et 1991, la population du vieux Bambayi a en fait diminué de 33 % si l'on n'y inclut pas Siyamazulu. Le fait tient à la saturation de la capacité d'accueil d'un bidonville qui compte parmi les plus densément peuplés d'Inanda, avec 70 personnes par hectare et une moyenne de 4,6 occupants par habitation. On peut aussi se demander s'il ne reflète pas, depuis, une forme de désaffection pour un emplacement bien situé par rapport à Durban mais trop dangereux. En 1993, les habitants évaluaient la population à 7 000 personnes. D'autres estimations, surévaluées, font état au contraire d'un total de 50 000 habitants, dont 3 000 sur le Gandhi Settlement et 15 000 à Siyamazulu (16).

Le bidonville est aussi démunie d'infrastructures que les autres zones d'habitat informel à Inanda. La clinique du Gandhi Settlement, assez bien équipée, appartient aux Indiens. Les salaires du personnel, qui est assisté par des étu-

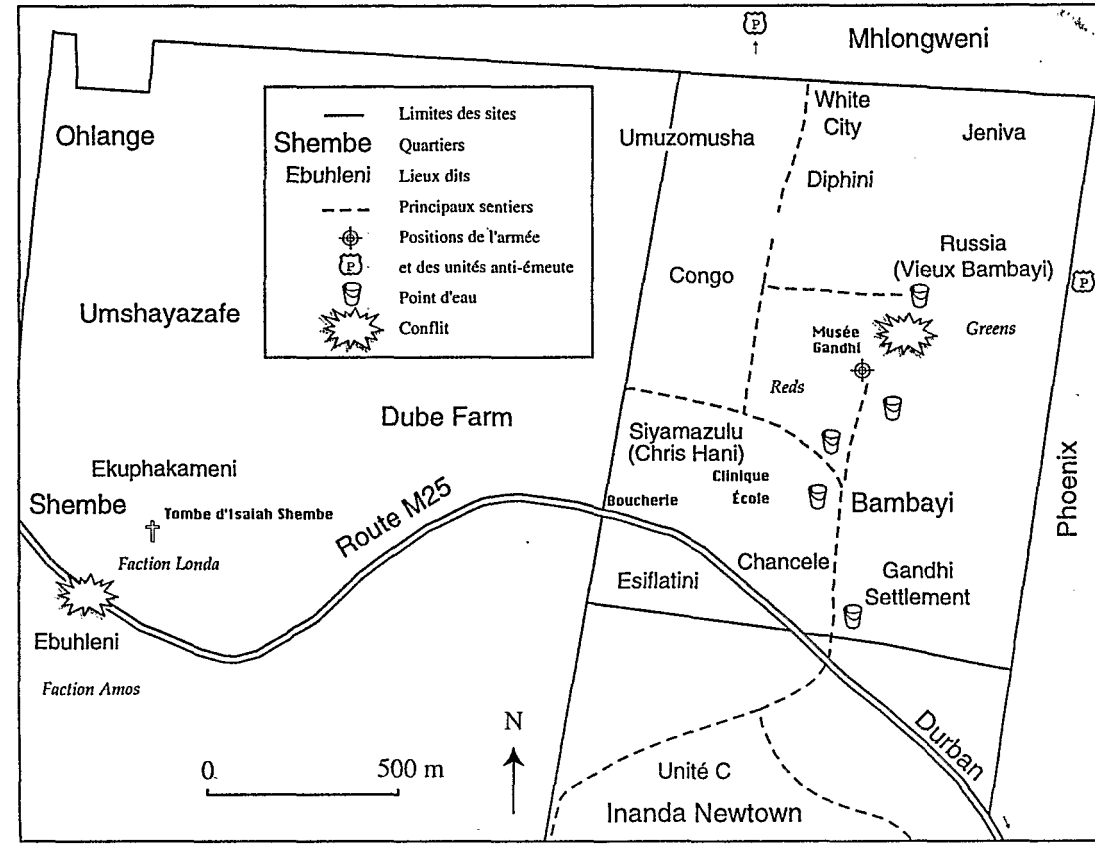
(13) Dont l'intitulé administratif est Piezang River n° 805.

(14) C. Cross et alii, *op. cit.*, p. 9 et 28.

(15) *Daily News*, 10 février 1989, 30 mars 1989 et 12 mai 1989.

(16) Doug Hindson et Jeff McCarthy, *Here to Stay : Informal Settlements in KwaZulu-Natal*, CSDS, Indicator Press, University of Natal, Durban, 1994, p. 216.

2. Les points chauds de Bambayi et Shembe à Inanda



Source : Department of Development Aid, NPA, DBN ; relevé à la main fait avec un habitant de Bambayi, Desmond Ndamase, en 1993.

dians de la faculté de médecine, sont subventionnés par le ministère de la Santé. L'école primaire de Tembalihle, à l'entrée du bidonville, n'est pas non plus une institution d'Etat. Elle dépend des Indiens du Gandhi Trust et les parents paient le salaire des professeurs.

Au niveau individuel, il n'y a ni électricité ni eau courante. Les familles partagent les rares toilettes. Les cabanes *imijondolo* sont en majorité construites par leurs habitants, avec des cartons, de la tôle ondulée, du clayonnage, des enduits, de la terre séchée et du plastique. Les trois quarts des occupants ne paient pas du tout de loyer et sont des illégaux (17). Le terrain appartient à la municipalité de Durban, aux Indiens du Gandhi Trust et à une dizaine de Noirs. Gandhi Trust et propriétaires noirs louent la terre pour environ 100 FF par an mais les « bâtisseurs » demandent 50 FF par mois aux occupants des cabanes.

La sécheresse du début des années quatre-vingt a avivé les problèmes d'eau. Le bidonville ne disposait à l'époque que d'un seul robinet. Depuis, la province a installé cinq fontaines mais beaucoup d'habitations construites pendant cette sécheresse ont été détruites lors des inondations de 1987. Les bornes-fontaines étant tenues par des particuliers, les prix n'ont cessé d'augmenter. En 1991, l'eau coûtait cinq cents les 25 litres : un cent pour la province et quatre pour le responsable de la fontaine (18). En 1993, le prix est monté jusqu'à cinq cents le litre alors qu'il se maintenait à sept cents les 25 litres dans le camp Bester réaménagé par la Fondation urbaine.

Avec cela, le taux de chômage est effroyable. Selon Roy Ainslee, un observateur du parti démocrate passé à l'ANC et très au fait des événements de Bambayi, jusqu'à 90 % des hommes adultes et valides n'auraient pas de travail (19). Bambayi compte moins de travailleurs en usine que les autres « quartiers » d'Inanda. Sa main-d'œuvre se déplace moins vers le centre de Durban et se retrouve plutôt dans la domesticité chez les Indiens de Phoenix. Par comparaison, le taux de chômage de l'ensemble d'Inanda approche les 50 % si l'on ne comptabilise que les véritables chercheurs d'emploi (20).

Dans ces conditions, le Bombay noir a oublié le prêche de Gandhi pour la non-violence. Son histoire explosive commence dans les années soixante, quand des Pondo xhosa et des Qadi zoulous viennent s'installer à proximité de Phoenix. A l'époque, il existe déjà une certaine différenciation économique car les Pondo, souvent éboueurs, sont méprisés par les Zoulous qui se perçoivent eux-mêmes comme le « peuple du ciel », une noble tribu de guerriers. A la faveur des émeutes de 1985, de nouveaux arrivants envahissent les terrains adjacents, dits Chancelle. Ce sont des Zoulous soutenus par le seigneur de guerre Thomas Shabalala. Ils s'opposent au clan sibisi, qui prête allégeance à Mzonjani, autorité traditionnelle des Qadi d'Umzinyathi. Tant Shabalala que Mzonjani sont de l'Inkatha. Mais Mzonjani est pendu en 1986 et remplacé par un certain Mzobe. Cela n'a de toute façon plus d'importance car la majorité de Bambayi verse pendant cette période du côté du Front démocratique uni (UDF), qui représente en Afrique du Sud les idées de l'ANC en exil. Les responsables de l'Inkatha sont exécutés les uns après les autres, l'un poignardé en octobre 1988, deux brûlés vifs en janvier et décembre 1989, un autre abattu d'une rafale de mitraillette en février 1990, le dernier égorgé.

Les rivalités politiques se mêlent aux antagonismes claniques ou ethniques et font apparaître un vaste mouvement tourmant de réfugiés venus peupler Bambayi depuis les bidonvilles du sud de Durban. James Maphalala, un chef Inkatha qui a fui Bambayi en 1989 et vit maintenant à Richmond Farm, raconte que

(17) C. Cross et alii, *op. cit.*, p. 37.

(18) C. Cross et alii, *op. cit.*, p. 13.

(19) *Sunday Tribune*, 16 mai 1993, p. 14.

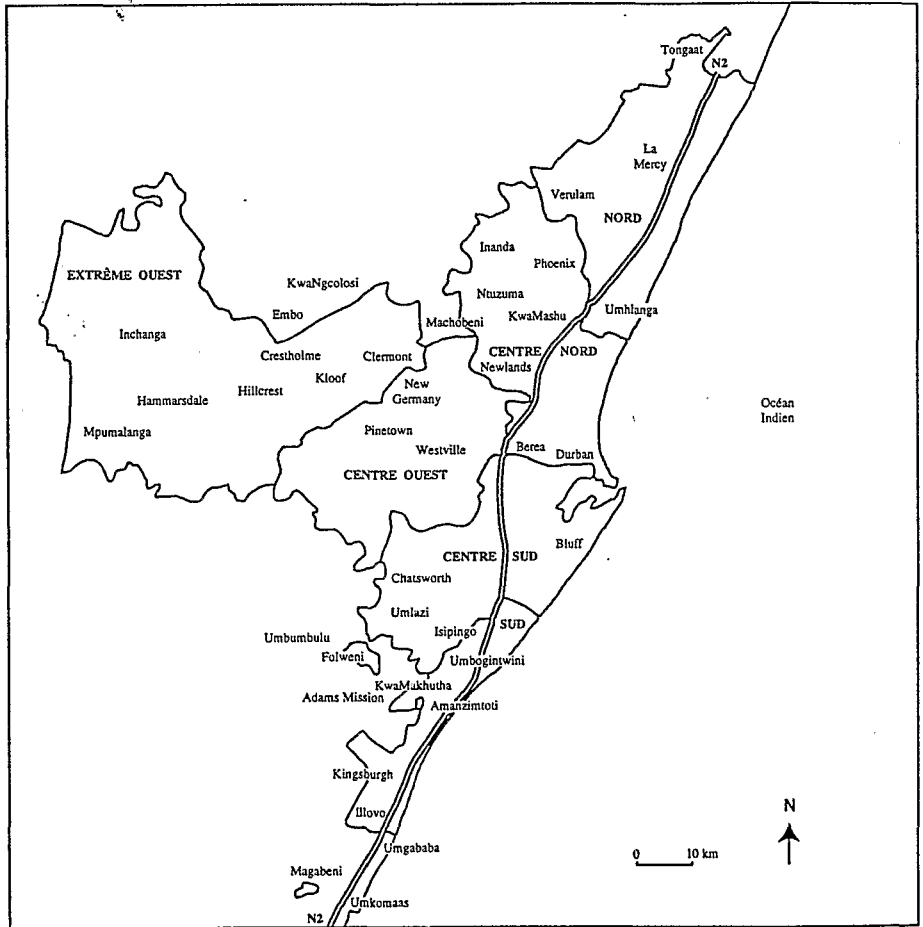
(20) C. Cross et alii, *op. cit.*, p. 20-21.

3. Le redécoupage municipal de Durban en 1996

**Afrique
contemporaine**
Numéro spécial
4^e trimestre 1996

Violences au
KwaZulu-Natal

92



l'histoire remonte à 1979. Des Xhosa ont été chassés d'Ezimbokodweni (la pierre ronde) dans la section 5 d'Umbumbulu, ce district semi-rural de quelque 120 000 habitants en bordure de la *township* d'Umlazi au sud de Durban (voir carte 3). Ils ont profité des terrains libres à Bambayi pour s'installer mais ont été suivis par des Zoulous pressés d'échapper aux affrontements entre deux de leurs clans qui firent 38 morts à Umbumbulu en juin 1984. A Bambayi, les mêmes bagarres interethniques à propos de l'attribution des terres ont alors recommencé, surtout après les émeutes anti-indiennes d'août 1985. Le bidonville a aussi accueilli des Pondo et des Zoulous qui fuyaient Umbogintwini, autre région de la section 5 d'Umbumbulu où les violences relatives à des questions foncières et des problèmes d'eau ont forcé 10 000 personnes à se déplacer en décembre 1985 (21). En janvier 1986 à nouveau, près de 40 000 personnes ont été chassées par des combats qui ont fait quarante-sept morts et qui opposaient Pondo et Zoulous. Les Zoulous se sont relogés dans les alentours d'Umbumbulu tandis que les Pondo sont partis s'installer à Bambayi ou sont retournés dans le Transkei (22).

Puis, sont venus s'ajouter des conflits d'intérêts entre les trafiquants de cannabis *dagga*, qui seraient plutôt des Pondo du Transkei, où l'on cultive l'herbe en abondance, et les voleurs de voitures, qui seraient en majorité des Zoulous. La drogue se cachant plus facilement que des pièces détachées d'automobiles, les raids de la police contre les dealers de marijuana se concluaient souvent par des arrestations du côté des voleurs de voitures. Mary De Haas et Heather Hugues, respectivement anthropologue et politologue à l'université du Natal, expliquent qu'en conséquence les habitants ont perdu le sens de la solidarité. Autrefois, ils sortaient de chez eux lorsqu'il y avait une descente de la police et marchaient dans la rue pour que les forces de l'ordre ne puissent pas identifier quels étaient les occupants des maisons (23).

Pour les habitants de Bambayi, la bataille du début des années quatre-vingt-dix n'oppose pas tant des Pondo et des Zoulous que des anciens et des nouveaux occupants. En 1987, quand Bambayi est passé dans les mains du Front démocratique uni (UDF), les premiers habitants pondo ou zoulous autrefois recrutés par l'Inkatha ont dû se soumettre à un comité en majorité composé de jeunes qui, tous les trimestres, rackettaient les habitants à raison de 10 rands par foyer. Les *Greens* ont réagi en constituant une société funéraire qui a servi de paravent à un comité rival. Fin 1992, ils se sont plaints de ce que les *Reds* avaient détourné les donations destinées à libérer quatre militants en prison. Les rivalités entre deux sorciers *inyanga*, tous deux d'origine pondo, ont mis le feu aux poudres en décembre. Les *Greens* du Vieux Bambayi ont entrepris de chasser les *Reds* puis ont perdu du terrain (voir figure 2). Leur résistance acharnée, malgré la faiblesse de leurs effectifs, les a fait accuser d'être protégés par les forces de l'ordre et l'IFP. S'y ajoutait la témérité de guerriers en tenue de combat, avec quelques peaux de bêtes et des incisions de médecines *muti* sur le front (24). Les affrontements ont fait un total de 189 morts pour l'année 1993. Tandis qu'ailleurs à Durban la violence diminuait d'intensité, elle progressait à Inanda, dont la part dans le nombre de victimes passait de 2 % en 1992 à 24 % en 1993 (25). Le lancement d'une branche de l'IFP en août

(21) F. Kitchin, *Recent Conflict in the Informal Settlements of Durban*, Urban Foundation, Johannesburg, 1989. - A. Minnaar, *Conflict and Violence in Natal/Kwazulu, Historical Perspectives*, HSRC, Pretoria, 1991, p. 43-44.

(22) M. Bierley, *op. cit.*, p. 18.

(23) Heather Hugues, *An Analysis of Conflict in Inanda*, Black Sash Natal Coastal Region, Annual Conference, Mariannhill, mars 1989.

(24) On raconte qu'après une bataille qui aurait fait douze morts début avril, les *Inyanga* ont récupéré les organes sexuels des cadavres ennemis pour confectionner des élixirs d'invulnérabilité.

(25) Glenn McDougall, « Bambayi battlefield », *Sunday Tribune*, 16 mai 1993, p. 14. - Antoinette Louw, « Conflicts of Interest, Overview of conflict in KwaZulu/Natal from 1989-1993 », *Conflict*, n° 1, supplément de *SA Indicator*, vol. 11, n° 2, automne 1994, p. 17. - Inkatha Institute, *Monthly Report on Violence*, DBN, fév. 1993, p. 15. - *Natal Monitor*, vol. 3, n° 2, fév. 1993, p. 3.

1993 a consacré le ralliement des *Greens* chassés par l'ANC (26). Après les élections générales d'avril 1994, Bambayi est resté le bidonville le plus violent de la région. Malgré un rapprochement IFP-ANC et un rallye commun en faveur de la paix, le conflit est reparti de plus belle, totalisant désormais 250 morts (27). Les tensions qui avaient conduit à la dissidence des *Greens* n'ont pas cessé à l'intérieur des *Reds*, l'aile radicale s'alliant à la faction dite « Lusaka » à Amawoti. Avec cela, une guerre de taxis et des rivalités entre les barons locaux de la drogue ont provoqué des heurts avec la police début 1995 (28). Les taxis de Bambayi avaient en effet perdu leur marché à cause du dépeuplement du bidonville. Ils ont alors entrepris de concurrencer les taxis d'Ohlange, qui avaient pour tort de rester sur la route principale et de ne pas desservir l'intérieur du bidonville.

● Le schisme de l'Eglise des Shembe

La complexité des facteurs de la violence à Bambayi, la difficulté à distinguer les facteurs politiques de la criminalité ordinaire, la propension des acteurs locaux à la fragmentation, tout ceci montre la facilité avec laquelle un groupe peut se rallier au parti le plus offrant, celui dont la logistique répond le mieux aux attentes de la base.

Non loin de là, le cas des hameaux shembe, entourés à l'est par les positions ANC de Dube, au nord par le fief Inkatha d'Umshayazafe, à l'ouest et au sud par la *township* d'Inanda Newtown, dérange aussi les idées reçues. En premier lieu, la violence qui a embrasé cette communauté religieuse est antérieure aux débuts de la « guerre du Natal » entre l'UDF et l'Inkatha, puisqu'elle date de 1977. La dispute est d'origine interne, une lutte de prophètes pour le pouvoir. De plus, la greffe politique n'est pas conforme à l'idée que l'on se fait des alignements partisans et ethniques dans la région. Non seulement l'ensemble de la communauté est zouloue mais les jeunes *comrades* de l'ANC ont refusé de rejoindre la faction dite « progressiste », dissidente et minoritaire. Dans leurs engagements, la politique a moins compté qu'une religion contrôlée par des anciens dont le cœur battait du côté de l'Inkatha.

L'Eglise baptiste des Nazirites aurait entre 100 000 et 200 000 membres, dont la quasi-totalité dans le Natal. On parle abusivement des Shembes, du nom du fondateur. On dit aussi, plus justement, les Shembites, les *abakwaShembe*, parfois les Shemberites, ou mieux encore les « adorateurs de Dieu » nazirites, un terme qui dérive du mot hébreu *nazir* (29).

L'idéologie de l'Eglise shembe est conservatrice, ce qui l'a fait assimiler un peu trop rapidement au mouvement Inkatha. Elle est proche de la monarchie zouloue. La fille d'Isaiah Shembe, le fondateur de la congrégation, s'est mariée au roi Salomon kaDinuzulu. Pour certains, cependant, la morale ascétique de cette Eglise, qui préconisait une sorte d'autarcie, a été le précurseur d'un éveil de la conscience noire. Le but était d'échapper au contrôle économique des Blancs et à leur domination politique (30). « L'objectif d'Isaiah Shembe n'était pas tant de prêcher l'évangile ou d'établir une nouvelle Eglise que d'assurer une certaine sécurité

(26) *Daily News*, 10 août 1993 et *Mercury*, 11 août 1993.

(27) *Natal Witness*, 22 août et 15 octobre 1994.

(28) *Daily News*, 20 décembre 1994.

(29) Parfois orthographié à tort « Nazarites » alors qu'il n'a rien à voir avec le Nazareth de Jésus dans l'*Ancien Testament*. Voir : Robert Papini, « Rise Up and Dance and Praise God. Holy Church of Nazareth Baptists », *Education Pamphlet*, n° 3, Local History Museum, Durban, 1992, p. 36, et *Daily News*, 28 septembre 1978.

(30) J.P. Kiernan, « The Ritual Looking-Glass. An Analysis of the Girls' Puberty Ceremony in the Nazareth Church of Isaiah Shembe », *Journal for the Study of Religion*, vol. 5, n° 1, mars 1992, Pietermaritzburg, p. 17-30.

(31) Donald M'timkulu, *Some Aspects of Zulu Religion*, African Religions, A Symposium, New York, 1977, p. 25.

économique à son peuple » (31). Le prophète a incité ses fidèles à se prendre en charge en cultivant leur potager et il a utilisé leurs dons pour acheter des terres. Il y a installé des fermiers qui lui ont versé un loyer inférieur de moitié à celui demandé par les propriétaires indiens et il a exempté de paiement les veuves et les orphelins (32). Quand le roi Salomon kaDinuzulu a demandé aux employeurs blancs de construire des logements pour les citadins noirs, Isaiah Shembe s'y est opposé, arguant que cela servirait de prétexte pour confisquer les terres des Africains et que la société zouloue devait rester agraire.

L'Eglise shembe a réinterprété la Bible dans le contexte des religions zouloues (33). Isaiah Shembe se pose lui-même en messie. Né vers 1867, c'est un autodidacte qui ne doit rien à la culture et à l'éducation des Blancs. Guérisseur reconnu, il devient membre de l'Eglise baptiste africaine en 1906. Il a des visions et entend des voix. Il est convaincu que le samedi, le sabbat de l'Ancien Testament, est le jour de Jehovah. En 1911, il quitte les baptistes et fonde l'Eglise *iBandla lamanazaretha*. Trois ans plus tard, il installe le siège de la congrégation dans les environs de Durban à Ekuphakameni, le « lieu de l'élévation spirituelle », une forme de ghetto originale puisque la religion y fait le territoire et que le territoire y fait la religion.

Isaiah Shembe meurt en 1935. Il laisse trois fils : Isaac Stanela, l'aîné, Johannes Galilee, qui est un des premiers Noirs à avoir fait des études à l'université du Natal, et Amos Kula Chitokwakhwayo. C'est Johannes Galilee, dit « J.G. », qui lui succède. Mais la volonté du père est contestée par une faction. Un conflit s'ensuit, qui déjà fait un mort.

« J.G. » s'éteint en décembre 1976 et son enterrement rassemble une foule de 60 000 fidèles. Un pasteur est lynché par des femmes qui l'accusent d'avoir empoisonné le prophète en cachant des médecines *muti* dans son micro lors de sa dernière apparition en public. Les violences à propos de la succession de « J.G. » provoquent une douzaine de morts entre 1976 et 1979 (34).

Amos Kula Shembe, dit « A.K. », prend la tête de l'Eglise. Confirmé à ce poste par la majorité de ses pairs en juillet 1977, il est contesté par la faction du fils de « J.G. », Londa. Ce dernier, qui a fait des études de droit à l'université du Zululand, entame des poursuites judiciaires contre son rival. Il réclame un retour aux sources, arguant qu'« A.K. » s'est inspiré d'un modèle occidental de démocratie où la majorité l'emporte alors que la tradition zouloue de primogéniture voudrait que ce soit le fils qui soit l'héritier du père, et non le frère. L'Eglise devrait selon lui être une organisation de type tribal, derrière un chef, et non une démocratie parlementaire (35).

En juillet 1978, le festival d'Ekuphakameni est interdit. On craint des troubles car la foule qui vient prier est habituellement évaluée à 150 000 personnes et les deux factions se disputent le droit d'organiser les festivités, ainsi que le pèlerinage qui a lieu le premier dimanche de la nouvelle année au sommet de la montagne sacrée de Nhlankakazi, sorte de mont Sinaï de la secte à Ndwedwe, 40 km au nord-ouest de Durban. En août 1978, l'élection organisée sous les auspices de l'évêque Isaac P.B. Makoena, président de l'association (conservatrice) des Eglises indépendantes et membre du South African Council of Churches (SACC), confirme le titre d'Amos alors que les partisans de Londa participent au suffrage.

A partir du milieu des années quatre-vingt, les affrontements politiques enveniment l'enjeu religieux. Ce que raconte Robert Papini, chercheur au musée d'histoire locale de Durban : la faction Londa accueille les *comrades* de

(32) R. Papini, *op. cit.*, p. 2 et 33.

(33) G.C. Oosthuizen, « Leadership Struggle within the Church of the Nazarites-Ibandla Lamanazaretha », *Religion in South Africa*, vol. 2, n° 2, 1981, p. 12.

(34) G.C. Oosthuizen, *op. cit.*, p. 15.

(35) G.C. Oosthuizen, *op. cit.*, p. 16.

l'ANC, qui fuient les attaques de l'Inkatha à Newtown. Celle d'Amos accueille des réfugiés de l'Inkatha qui cherchent à échapper aux violences de Bambayi mais qui ne sont pas toujours des Nazirites. Malgré l'interdiction des autorités religieuses du camp Amos, un évangéliste du nom de Dladla porte en permanence une arme sur lui, utilise des médecines *muti* pour se rendre invincible, force les jeunes à rallier l'Inkatha et se vante ouvertement du nombre de militants ANC qu'il aurait tués. Dladla a auparavant été un leader Inkatha. En 1988, la pression monte à tel point que les parents soupçonnés d'avoir des inclinations pour l'UDF sont chassés ou repartent d'eux-mêmes à la campagne. D'autres préfèrent s'installer dans les maisons de Nhlanzini laissées libres par les sympathisants de l'Inkatha ayant fui un fief voisin de l'ANC, le village de Dube. Les jeunes se plaignent des interférences de Dladla, qui les rackette pour acheter des munitions et qui prête abri à un membre du fameux gang des AmaSinyora. Résultat : l'Eglise shembe est considérée comme un domaine de l'Inkatha et risque à tout moment d'être attaquée par les *comrades* des alentours. En janvier 1990, Dladla est poignardé et son corps brûlé. Ekuphakameni redevient un emplacement neutre face à Umshayazafe, place forte de l'Inkatha juste au nord.

Londa est assassiné dans sa maison en 1989. Selon la faction Amos, qui nie toute implication dans le meurtre, les attaquants auraient agi avec la complicité de sa femme, une avocate de l'ANC qui lui reprochait son refus de s'engager plus avant en faveur de Mandela alors qu'il avait rencontré Buthelezi et lui avait offert le bâton sacré *ubhoko* hérité de son père. D'après un jeune membre de la faction Amos peu suspect de sympathies pour l'IFP, Londa aurait été liquidé à cause de son rapprochement avec Buthelezi de la même façon qu'Archie Gumede, vieux sage de l'ANC dans le Natal, aurait été mis sur la touche parce qu'il était favorable à une réconciliation avec l'IFP.

Vusumuzi Ngubane, un homme d'affaires influent qui achète des voix en sa faveur mais qui n'appartient pas à la famille Shembe, parvient à succéder à Londa. Il est tué en novembre 1992. Son enterrement donne lieu à d'âpres discussions entre ceux qui veulent persévérer dans la dissidence et ceux qui veulent rejoindre le giron d'Amos. Un conseil de régence, composé de dix-sept prêtres, est en fin de compte chargé de régler les affaires courantes en attendant que le fils de Londa désigné par testament atteigne sa majorité. Le nom de l'héritier est tenu secret du fait des menaces pesant sur sa fonction.

Les violences qui éclatent alors font une douzaine de victimes dans la première moitié de l'année 1993 et opposent deux types d'explications. La première thèse, défendue par Petros Ndlovu, un intermédiaire auprès de l'avocat gérant les biens des Shembe, croit à l'existence d'un conflit entre les prêtres et des petits chefs *induna* qui veulent modifier la constitution de l'Eglise pour, prétendent-ils, la « démocratiser ». La seconde, rapportée par Bongikosi Ngiba, un candidat IFP aux municipales de juin 1996, est plus politique. Ndlovu, chassé à l'autre bout du camp et tué depuis lors, est suspecté d'avoir participé à l'assassinat de Londa et, une fois identifié, d'avoir été chercher du secours auprès de l'ANC, ce qui expliquerait les attaques lancées sur Ekuphakameni.

Dans tous les cas, l'autorité des religieux s'en ressent. Un chef respecté, pressenti pour diriger Ekuphakameni, se désiste ainsi faute de consensus et meurt d'ailleurs de vieillesse en avril 1996. A cette date, le territoire de la faction Londa a beaucoup perdu de son caractère religieux et traditionaliste. Les messes attirent moins de monde et les réfugiés ne suivent pas les préceptes de Shembe. Certains d'entre eux cuisent de la viande le samedi et leurs femmes se mettent à porter des jeans. Les terres sont envahies par des squatters.

Retranchée sur son fief d'Ebhuleni, la faction Amos se préserve d'une telle fragmentation. Octogénaire, le prophète est un homme riche qui se déplace en Mercedes ou en hélicoptère. Il vit des dons *umnikelo* de ses adeptes venus

se purifier, voir exaucer leurs vœux ou récupérer des objets volés. C'est lui qui se charge de remettre à Dieu ces offrandes. Au passage, il arrive que les prêtres prélèvent leur commission, tous finissant par lui rendre des comptes et s'incliner devant sa puissance extralucide. En 1995, sa mort relance les débats sur une succession revendiquée à la fois par son fils, Vimbeni, et par un fils de Johannes, Mini (36). Mais l'affaire se passe mieux qu'en 1977, à charge pour Vimbeni, qui l'emporte sans conteste, de rallier les rebelles d'Ekuphakameni.

En fin de compte, le paradoxe du schisme des Shembe est que Londa, qui défendait la tradition zouloue, a été le candidat le plus éduqué et le plus « progressiste » au trône de l'Eglise, dans le sens où sa position était assimilée à celle de l'ANC. A l'inverse, et le constat est tout aussi ambivalent, les jeunes *comrades* de la faction Amos sont arrivés à concilier leur orthodoxie religieuse avec un engagement politique qui les a amenés à entrer en conflit avec une hiérarchie conservatrice. Tout aurait dû les pousser à rejoindre les apostats *abaHlubuki* de la faction Londa alors qu'ils lançaient des raids nocturnes contre les positions de l'Inkatha à Umshayazafe. Mais leur identité culturelle a été la plus forte. Les évangélistes qui ont employé la manière forte n'ont pas réussi à les chasser du cercle des orthodoxes. Pour Kwazi Mhlongo, un pieux *comrade* de la faction Amos, Londa n'était qu'un escroc. Il avait volé les vêtements sacerdotaux *unjiva* de son père pour extorquer de l'argent aux incrédules.

D'un point de vue politique, l'Eglise multiplie ainsi les contradictions. Tandis que Mandela vient assister à l'enterrement d'Amos, un fidèle de la faction Londa, Bongikosi Ngiba, se présente aux municipales de juin 1996 sous les couleurs de l'Inkatha de Buthelezi. A Ebuhleni, côté Amos, les prêtres refusent que l'on installe une permanence de l'IFP. L'Inkatha a beau être à l'origine un mouvement culturel qui défend la préservation du mode de vie zoulou, l'Eglise shembe n'est pas son aile spirituelle et refuse les interférences politiques (37). En principe, les prêtres n'interdisent pas d'aller voter, ce qui suffit à justifier le ralliement des jeunes à l'ANC du moment que les opinions individuelles se font discrètes et ne menacent pas la sérénité du lieu. Amos n'a jamais condamné l'ANC. Il s'est publiquement réjoui de la libération de Mandela en 1990.

Le schisme puis la fragmentation de l'Eglise shembe récapitule bien les contradictions de la société segmentaire zouloue entre, d'une part, le culte du chef, martelé par l'Inkatha et, d'autre part, une culture *ukuDabuka*, qui consiste pour les cadets exclus de tout héritage à faire dissidence et à créer un nouveau lignage. La genèse du conflit politique dans le Natal peut s'interpréter de la même manière. Le ralliement de la jeunesse zouloue aux thèses progressistes de l'ANC est en partie une rébellion contre l'autorité sévère du « père », incarnée par l'IFP. Les élections de 1996, comme celles de 1994, font apparaître un clivage entre les jeunes des villes et les Anciens des campagnes, sachant que les *homelands* ruraux de l'apartheid servaient de retraites, voire de mouvoirs aux personnes âgées. L'ANC, dont les fiefs se trouvent le long du corridor Pietermaritzburg-Durban, emporte plus de 32 % des sièges en zone urbaine, contre moins de 19 % pour l'IFP, mais n'en obtient que 21 % en zone rurale, contre 74 % pour son rival. Si l'IFP reste le premier parti de la province grâce au vote rural, avec plus de 44 % des voix contre 33 % pour l'ANC et moins de 13 % pour le NP, sa base électorale dans le Grand Durban tombe de 23 % en 1994 à moins de 13 % en 1996 (38).

(36) *Weekly Mail*, 13 octobre 1995, p. 7.

(37) Les Zionistes du révérend Vilakazi dans la township voisine de KwaMashu ont aussi eu le plus grand mal à garder leur neutralité politique. Cf. Matthias Mohr, *Negotiating the Boundary. The Response of KwaMashu Zionists to a Volatile Political Climate*, University of Natal, Durban, 1993, 279 p.

(38) *Star*, 3 juillet 1996, p. 3 ; - *Citizen*, 3 juillet 1996, p. 1-2 ; - *Sunday Times*, 30 juin 1996, p. 1 et 4.

En accentuant cette dichotomie urbaine et rurale, avec tout ce qu'elle a d'arbitraire, bien des observateurs ont pensé que les bidonvilles de Durban voteraient Inkatha parce qu'ils étaient peuplés, croyaient-ils, de paysans descendus à la ville. A Richmond Farm, un bidonville Inkatha, la population est certes en très grande majorité d'origine rurale et adulte, avec seulement 18 % de jeunes de moins de vingt ans selon la Fondation urbaine en 1992. Mais la crise du logement a aussi repoussé dans les zones informelles les citadins illégaux de l'apartheid. En juin 1996, dans l'arrondissement qui comprend Bambayi et Shembe, l'ANC remporte dix-huit des trente-sept sièges en lice et l'IFP quatre. La population d'Inanda révèle en effet un début d'enracinement urbain. A la fin des années soixante-dix par exemple, on estime que 39 % des habitants de Dube Farm n'avaient pas d'attaches rurales (39). Un tiers des habitants maintient des liens avec la campagne par des visites régulières, un quart y a des terres et un septième continue d'y élever du bétail. Ce qui peut tromper, c'est l'aspect champêtre du lieu et la mobilité des habitants d'un bidonville à l'autre, avec un taux de rotation exceptionnel puisque seulement 3 % de la population est née à Inanda (40).

Les municipales de juin 1996 laissent donc l'Inkatha à la tête d'une province « prise en sandwich » entre un gouvernement central présidé par Mandela et des collectivités locales qui, pour les plus riches d'entre elles, en zone urbaine, sont désormais tenues par l'ANC. Ce résultat fait ressortir la difficulté à coordonner le développement urbain, à intégrer les anciens quartiers noirs, fussent-ils des *townships* ou des bidonvilles, et donc à apaiser les conflits dans des zones informelles comme Inanda, conflits dont la subtilité et la complexité dépassent de très loin les grandes déclarations de principe des leaders politiques en faveur de la paix.

Le constat qui vient d'être fait contredit les théories « conspirationnistes » qui voient dans les violences dites politiques le résultat d'une mystérieuse « troisième force » réunissant d'anciens membres des services de sécurité de l'apartheid aux partis conservateurs noirs. A la fin des années quatre-vingt, le scandale de « l'Inkathagate », confirmé par de récents témoignages devant la Commission Vérité de Mgr Desmond Tutu, a certes révélé que les partisans de Buthelezi avaient été financés et entraînés par l'armée. Mais le défaut majeur de ces théories « conspirationnistes » est de surévaluer la capacité de manipulation des leaders politiques et au contraire de minimiser les marges de manœuvre locales (41). En fait, la situation sur le terrain révèle l'écart entre la bonne volonté affichée par les dirigeants et l'autonomie de la base. Si les municipales de juin 1996 se sont déroulées pacifiquement après avoir été repoussées par deux fois en novembre puis en mai, ce n'est pas tant à cause des appels au calme de l'ANC ou de l'IFP que grâce au déploiement massif et temporaire de 30 000 policiers et militaires... Avant même que l'Inkatha participe *in extremis* au gouvernement d'unité nationale en avril 1994, des accords de non-agression à Durban en janvier 1991 et au centre luthérien de Bonaero Park dans la banlieue de Johannesburg en juin 1993 avaient déjà posé le principe selon lequel les deux partis reconnaissent la libre activité politique de chacun dans les régions où l'autre était prédominant et s'engageaient à maintenir le dialogue avec des organismes paritaires au niveau national et régional. Mais l'IFP et l'ANC avaient été incapables d'arrêter les violences dans le Transvaal et le Natal.

(39) Valerie Moller, *Mobility of the Urban Fringe. Some Observations Based on 72 Households in the Inanda Peri-Urban Area*, Centre for Applied Social Sciences, University of Natal, Durban, 1978, p. 48 et 55.

(40) C. Cross, et alii, *op. cit.*, p. 51.

(41) Ainsi Philippe Chapeau qui écrit : « La poursuite des violences, en dépit des initiatives des deux camps pour tempérer les ardeurs, pourrait laisser croire que les masses échappent au contrôle des partis concernés. Il est bien plus probable qu'Inkatha [...] entend maintenir la violence à un niveau suffisamment élevé pour que sa présence dans certains groupes de paix ou commissions d'enquêtes soit plus que jamais nécessaire et acceptée ». (« Les émeutes en Afrique du Sud », *Cultures et conflits*, n° 5, printemps 1992, p. 656.)

Trimestriel N° 180 octobre-décembre 1996

Afrique contemporaine

Numéro spécial

L'Afrique face aux conflits

sous la direction de
Jean du Bois de Gaudusson
et Michel Gaud

La **documentation** Française

PB 443

16

